

TTIP : le traité qui signera la capitulation de l'Europe

11 mai 2014



Capitaine Martin

Si nous avons jusqu'à présent toutes les raisons de croire que l'Europe était au service des États-Unis, elle ratifiera d'ici peu un traité qui officialisera la chose.

Le traité en question (*Transatlantic Trade and Investment Partnership* - TTIP - ou Tafta), qui en dit déjà long sur la question, « visera à éliminer les obstacles inutiles au commerce et à l'investissement, y compris les obstacles non-tarifaires par le biais de mécanismes efficaces et efficients, en réalisant un niveau ambitieux de comptabilité de la réglementation des biens et des services ». En clair, les marchés des États-Unis et de l'Union européenne auront fusionné. Ils ne feront plus qu'un.

Les néo-libéraux nous présentent cette affaire comme l'opportunité de rapprocher deux grands marchés qui représentera environ 60 % du commerce mondial. Difficile pourtant de trouver quelque chose qui plaide en faveur des pays européens : la suppression des barrières commerciales permettra de donner le feu vert à l'invasion du Vieux Monde par les multinationales américaines.

C'est d'autant plus incompréhensible que les Européens ont pourtant fait l'expérience, à une plus petite échelle, qu'un marché non régulé signifiait purement et simplement la disparition des plus faibles. La Grèce, l'Espagne et l'Italie succombent dans un marché unique devant l'Allemagne. Les petites entreprises y sont surclassées par les multinationales et les actifs en pays en souffrance vendus à des entreprises la plupart du temps étrangères, le tout sous couvert de privatisation.

Si tout ceci se passe déjà à l'échelle européenne, les conséquences pour notre continent à une échelle transatlantique seront considérables. À Bruxelles, le drapeau européen pourra sans problème céder sa place au drapeau blanc de la capitulation. Nous renoncerions à notre économie, à notre souveraineté, à notre propre histoire. Des mots que les bureaucrates de Bruxelles n'ont eu de cesse de mettre à l'index.

Pis. C'est au nom du TTIP qu'on amputera les dépenses publiques pour financer un secteur financier aux abois. Au lieu de bénéficier au plus grand nombre, ce traité représente une attaque aux standards sociaux, environnementaux et économiques, menées dans l'intérêt des grandes entreprises représentées par des lobbies que sont *BusinessEurope* et la *United States Chamber of Commerce*.

Bien entendu, on se garde bien de soumettre ce projet au débat public. Les citoyens ne peuvent s'appuyer que sur de rares informations qui révèlent des plans brutaux, comme la mise en place de tribunaux privés qui permettent aux multinationales contre les États qui porteraient atteinte aux profits futurs de ces entreprises. Et on parle d'inclure dans l'accord TTIP un dispositif institutionnel permettant, au-delà dudit accord, la poursuite de négociations sur les réglementations afin de réduire les obstacles encore existants et de prévenir la création de nouveaux. Ce qui signifie que la ratification du TTIP ne constituera que le début d'une vague de libéralisation et de dérégulation qu'il autorisera.

On parle de mettre en œuvre le TTIP dans les cinq prochaines années. Ses instigateurs ne veulent pas perdre de temps. L'Union européenne et les États-Unis sont mal en point, et on craint la vivacité de la Chine et de la Russie, dont les échanges devraient augmenter suite aux sanctions imposées à Moscou par l'OTAN après la récente crise de Crimée.

L'espoir réside dans le réveil des peuples européens. Il ne suffira plus d'être seulement eurosceptique ; il faudra aussi être *atlantosceptique*... à moins que ces deux adjectifs ne signifient tout simplement la même chose.

Capitaine Martin

<http://www.resistance-politique.fr/article-ttip-le-traite-qui-signera-...>